

Les subsides

Je désire maintenant aborder le mandat de notre négociateur, ce dont j'ai déjà parlé à la Chambre très ouvertement et à maintes reprises. Comme je le disais, il est mandaté par le Cabinet pour discuter des investissements reliés au commerce extérieur et pour entendre toute les propositions américaines de portée plus générale. Nous l'encourageons à le faire. Au cours de la dernière séance de négociation, les Américains n'ont pas soumis de texte mais proposé oralement, comme nous le rapportent nos négociateurs, certaines dispositions sur les investissements qui pourraient figurer dans un accord bilatéral.

● (1410)

Pour résumer, oui, il a été question des investissements et plus précisément des investissements reliés au commerce extérieur, que l'équipe a le mandat de négocier. Ce ne devrait pas être une surprise pour l'opposition. Les partis de l'opposition devraient plutôt s'en réjouir, car ils sont partisans, comme nous, des négociations commerciales multilatérales. Ils savent aussi que les investissements reliés au commerce font partie des négociations d'Uruguay. En signant les ententes d'Uruguay, nous nous sommes engagés à régler la question des mesures d'investissement reliées au commerce extérieur à l'échelle mondiale. Nous nous acquitterons évidemment de ces engagements sur une base bilatérale.

Je répète que, pour ce qui est des autres questions d'investissement, nos négociateurs ont reçu du Cabinet le mandat d'écouter les propositions des États-Unis pour que nous sachions exactement à quoi nous en tenir. Nous savons évidemment et la Chambre sait que les Américains réclament un accord plus vaste sur les investissements. La Chambre le sait parce que je l'ai dit ici même, il y a deux mois. J'ai déclaré que les investissements étaient aussi négociables. Tous les pays du monde libéralisent leur politique en matière d'investissements. Nous l'avons fait quand l'Agence d'examen de l'investissement étranger est devenue Investissement Canada. Le résultat a été un niveau d'investissement record de 6,8 milliards de dollars en 1986.

Jusqu'à maintenant, nous n'avons traité que de mesures d'investissement reliées au commerce extérieur. Les Américains veulent davantage. Nous les écoutons, mais nous n'avons donné aux négociateurs aucun mandat général quant à l'ensemble des investissements. Quand l'équipe de négociation sera persuadée que les propositions américaines sont bien comprises et que leur incidence sur le Canada a été bien pesée par le Cabinet, une décision sera prise. Comme dans tous les domaines de négociation, le mandat des négociateurs est défini par le Cabinet et étudié avec les premiers ministres et les gouvernements des provinces. Mes collègues et moi revoyons constamment tous les aspects de ces négociations.

Je termine en signalant que les partis de l'opposition rendent un mauvais service à la population du Canada. Ils portent des accusations sans fondement et sèment inutilement la terreur. Je demande à l'opposition de nous laisser et de laisser les négociateurs poursuivre la tâche d'assurer l'avenir du Canada par la conclusion d'un accord de libre-échange qui serve au mieux nos intérêts. Le Canada jugera si l'accord sert l'intérêt national.

Le président suppléant (M. Paproski): Questions ou observations?

M. Axworthy: Monsieur le Président, je constate avec plaisir que la ministre est de retour de sorte que nous pourrions la questionner au sujet de la question très grave de l'orientation que prend le gouvernement à l'égard des investissements dans le domaine du commerce et de son mandat à cet égard.

La ministre vient d'accuser l'opposition de tenter de faire échec aux négociations. Sauf le respect que je lui dois, je lui ferai remarquer que si quelqu'un fait échec aux négociations, c'est bien le gouvernement par ses agissements, dignes des Keystone Cops. Le négociateur commercial en chef dit quelque chose. Le ministre le contredit. Puis, le premier ministre (M. Mulroney) fait quelques mises au point. À son tour, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) le contredit. Depuis trois ou quatre jours, nous avons eu cinq versions différentes des faits. Il n'est pas étonnant que non seulement les députés mais tous les Canadiens se demandent qui dirige, qui sait ce qui se passe et qui en définitive prendra une décision. Voilà un exposé complet de la situation depuis que le gouvernement a entamé des négociations. Toute l'affaire s'est faite sous le signe de la confusion, de l'indécision et du désarroi, et sans aucune cohérence.

La ministre a dit comment Investissement Canada s'acquittait de ses fonctions et elle a parlé du rôle de l'investissement étranger. Elle a laissé entendre que nous ne devrions pas nous fonder sur la valeur de l'actif comme unité de mesure, même si 94 p. 100 de cette valeur représente des rachats et des prises en charge. À mon avis, l'emploi demeure le meilleur élément pour évaluer la situation. Grâce aux 22 milliards de dollars investis entre juin et décembre, environ 5 000 emplois ont été créés, c'est-à-dire entre 300 et 400 emplois par mois. Comparons ce chiffre aux 80 000 emplois assimilés. Nous ne savons pas, et j'y reviendrai plus tard si j'en ai la chance, dans quelle mesure la technologie de pointe a été éliminée lors de ces prises en charge.

M. Dick: Faites-vous un discours?

M. Axworthy: Le ministre associé de la Défense nationale (M. Dick) siège à la Chambre depuis assez longtemps pour savoir que cette période est consacrée aux questions et aux observations.

M. Dick: Pas de question?

M. Axworthy: S'il veut consulter le Règlement, je lui en enverrai un exemplaire. J'ai effectivement une question à poser précisément . . .

M. Dick: Enfin une question. Bravo!

M. Axworthy: J'accepte toujours les bravos, même quand ils ne sont pas sincères.

La ministre dit que l'affaire est très claire. Pourtant M. Reisman, notre négociateur en chef, qui a dit parler bien franchement aux journalistes, a affirmé qu'à tous les niveaux, c'est-à-dire le président, le secrétaire du cabinet, M. Schultz et M. Baker, les États-Unis avaient fait pression sur le gouvernement canadien pour qu'il définisse plus largement le terme investissement. Si le président, le secrétaire d'État et le secrétaire au Trésor interviennent, le gouvernement finira bien par comprendre. Comment la ministre peut-elle prétendre qu'on ne tiendra aucun compte des revendications américaines . . .

M. McDermid: Nous n'avons pas dit cela.